

## NOTE DE PLAIDOYER

# UN BESOIN CRUCIAL DE RENFORCEMENT DES ACTIONS CONTRE LA MENACE CROISSANTE DES ENGIN EXPLOSIFS (EE) AU NIGER



“L'accès aux populations dans le besoin au Niger s'avère plus que nécessaire pour l'ensemble des acteurs afin de soulager les souffrances de ces populations. Cependant, l'utilisation de plus en plus nombreuse des engins explosifs s'amplifie de jour en jour, rendent difficile l'accès aux populations et continue de grossir le nombre de morts et de blessés. **Une attention particulière doit être portée vers les incidents liés aux engins explosifs**”

## I. Contexte

Le Niger est marqué par une situation humanitaire caractérisée par les attaques des groupes armés non étatiques (GANE) dans le Liptako Gourma et dans le bassin du lac Tchad ayant provoqué le déplacement forcé d'environ 700 000 personnes<sup>1</sup> dont 400,000 personnes déplacées internes (PDI)<sup>2</sup>, 251 760 réfugiés et 50,377 retournés. Malgré les efforts déployés par l'Etat et ses partenaires, la situation sécuritaire reste préoccupante dans certaines localités des régions de Tillabéry, Tahoua, Diffa et Maradi. En 2022, environ de 3,821 incidents de protection ont été enregistrés dans ces 4 régions et ont affectées 18,408 personnes. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre de 2023, la situation de protection ne s'est pas améliorée en dépit d'une accalmie constatée dans certaines régions. Plus de 1,800 incidents de protection ont été enregistrés de janvier à juin 2023 (en moyenne 955 incidents par trimestre en 2022 contre 934 courant 2023). Il est à déplorer la poursuite des exactions par les GANE y compris les vols et extorsion de biens, les agressions physiques, les enlèvements de personnes, les assassinats, les violences sexuelles mais également des incidents liés aux engins explosifs (EE). La situation sécuritaire et les opérations militaires dans les pays voisins (Mali, Burkina Faso, Nigeria), la poursuite des incursions des GANE au Niger, l'intensification des interventions des Forces de défense et de sécurité (FDS) sont autant des facteurs qui laissent présager la persistance des menaces des EE au Niger.

En effet, depuis 2022, la menace des engins explosifs n'a cessé de sévir dans les régions de Tillabéry et Diffa. Le Cluster Protection a enregistré environ 55 incidents liés aux EE en 2022 (soit une augmentation de 34% comparé à 2021). De janvier à juin 2023, 32 incidents EE ont été rapportés représentant plus de la moitié du nombre total des incidents rapportés en 2022. Il convient aussi de souligner la problématique de l'insécurité alimentaire qui affecte plusieurs départements y compris ceux touchés par les menaces des EE. En effet, face aux effets de l'insécurité alimentaire les communautés pourraient recourir à des stratégies de survie négative notamment celle de s'aventurer dans des zones affectées par les EE à la recherche de moyens de subsistance voire de récolter de la ferraille trouvable sur des restes explosifs de guerre pour la revendre.

Face à cette menace croissante des EE, les capacités d'actions de lutte anti-mines restent limitées au Niger. Des défis considérables existent tant dans les actions programmatiques que dans la coordination des interventions. Aucun mécanisme de coordination de lutte anti-mines n'est fonctionnel ni au niveau national ni dans les régions affectées par les EE. Cela rend difficile l'harmonisation, le ciblage et la priorisation stratégiques des interventions LAM. L'objectif de cette note est de renforcer le plaidoyer auprès des autorités étatiques, les différents partenaires techniques et financiers afin de soutenir les actions de lutte anti-mines au Niger, protéger les communautés et les acteurs humanitaires contre les risques liés aux EE et leur permettre de jouir davantage de leurs droits et libertés fondamentaux.

## II. Analyse de l'évolution des incidents liés aux EE et leur impact

Du dernier trimestre 2022 au 2eme trimestre de 2023, 56 incidents<sup>3</sup> EE ont été rapportés principalement dans les régions de Tillabéry et Diffa<sup>4</sup>. Comparé au 1er trimestre 2023, on peut noter que le nombre d'incidents EE a doublé au 2eme trimestre de 2023, ce qui traduit une augmentation préoccupante de la menace des EE au Niger.

---

<sup>1</sup> UNHCR Niger montlhy PoC statistics, Juin 2023

<sup>2</sup> Statistiques de Mouvement de population, ministère de l'Action Humanitaire et Gestion de catastrophes, juillet 2023

<sup>3</sup> Source : Commission Nationale pour la Collecte et le Contrôle des Armes Illicites (CNCCAI)

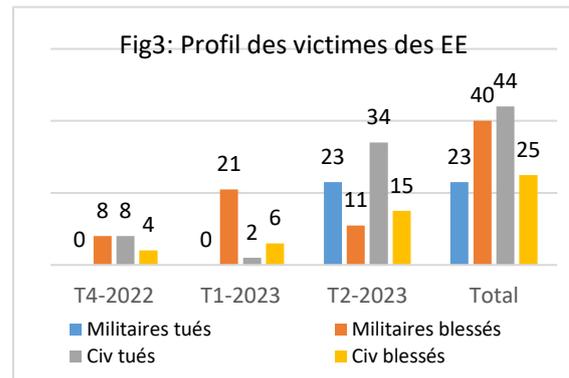
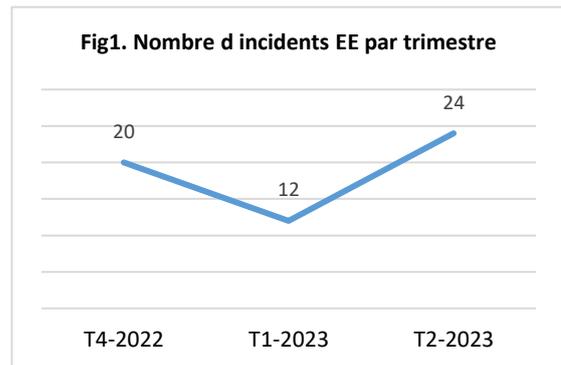
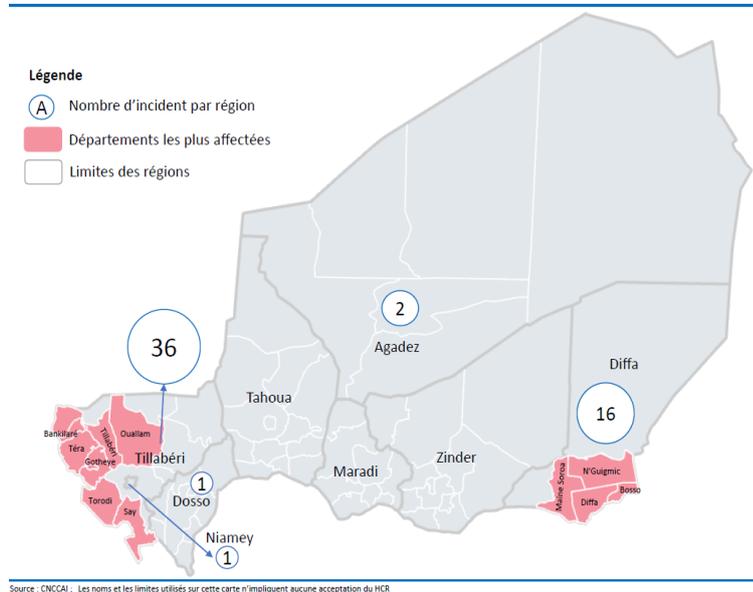
<sup>4</sup> Voir aussi le Briefing INSO et Présentation CM CMCOORD, juin 2023

Cette menace affecte davantage les civils que les militaires surtout au 2eme trimestre de 2023 (Réf fig3). En effet, les incidents EE rapportés ont fait au total 132 victimes<sup>5</sup> et survivants dont plus de la majorité (52%) sont des personnes civiles (tués ou blessés). Le pourcentage des civils tués est presque le double de celui des militaires tués, ce qui fait peser la menace davantage sur les civils que les militaires et traduit la nécessité de renforcer les actions de lutte anti-mines au sein des communautés.

Les régions affectées sont celles de Tillabéry (zones des 3 frontières dans le Sahel) et de Diffa (région du bassin du lac Tchad). La région de Tillabéry compte 7 départements<sup>6</sup> affectés, et la région de Diffa en compte 4. Un nombre minime d'incident EE ont été aussi rapportée dans 3 autres régions : Agadez, Dosso et Niamey (Réf Fig2). Cette situation met à risque plus de 200,000 personnes vivant dans les zones affectées par les EE.

La prévalence des incidents liés aux EE entraîne également des restrictions sur la mobilité des populations civiles sur les axes routiers vers les marchés hebdomadaires, et les chefs-lieux des communes/départements.

Fig2. Répartition des incidents EE par département (Sep 22 - juin 23)



Environ 36% des personnes interviewées<sup>7</sup> disent rencontrer des difficultés de mobilité du fait des activités des GANE et des opérations militaires. Cet indicateur varie d'une région à une autre. Dans les régions de Diffa et Tillabéry, 56% des personnes interrogées déclarent rencontrer des restrictions de mobilité dont l'une des principales raisons étant la présence des EE. Cela limite considérablement le ravitaillement périodique des ménages en moyens de subsistances et biens

<sup>5</sup> Commission Nationale pour la Collecte et le Contrôle des Armes Illicites (CNCCAI). La désagrégation par sexe et âge des données 2023 pour les victimes n'est pas encore disponible. Cependant selon le Sous cluster Protection de l'Enfance, le Groupe de travail Protection de l'Enfance de la région de Diffa a consolidé 18 enfants victimes des EE en 2022 dont la majorité (74%) sont des filles qui allaient chercher le bois de chauffe.

<sup>6</sup> Il s'agit des départements de: Torodí , Say ,Téra , Tillabéry, Gotheye , Bankilaré et, Ouallam (région de Tillabéry) et Diffa, Bosso , Mainé et N'Guingmi (region de Diffa)

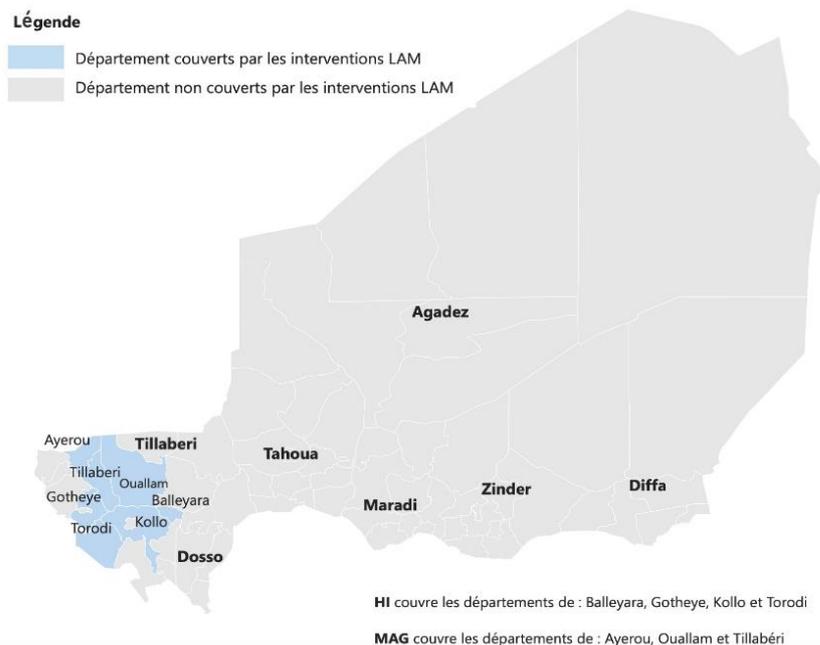
<sup>7</sup> Selon les données du monitoring de protection (P21) au premier semestre 2023

de première nécessité en plus de la peur et psychose que la présence imprévisible des EE installe au sein des communautés.

Il est important de noter aussi que sur les 11 départements affectés dans les régions de Diffa et Tillabéry, 9 (82%) sont aussi touchées par la crise de [l'insécurité alimentaire](#)<sup>8</sup>. Ceci pourrait exacerber les besoins des communautés à intensifier leur stratégie de survie y compris des activités à la recherche de moyens de subsistance pouvant les exposer aux risques d'EE. L'application des [sanctions](#) en cours suite au coup d'état au Niger pourrait augmenter le coût de la vie et accroître les besoins vitaux des populations déjà vulnérables. Cette situation nouvelle les exposerait à des risques d'enrôlement aux GANE moyennant une solde et par conséquent augmentera la capacité des GANE dans la pose des EE. De surcroît, la population pourrait intensifier leurs stratégies de survie en s'adonnant à plusieurs types d'activités pour s'adapter à la cherté du coût de la vie y compris la recherche de subsistance dans des zones potentiellement affectées par les EE. On pourra ainsi assister à une recrudescence des incidents des EE.

### III. Défis majeurs dans les interventions en lutte anti-mines (LAM)

Fig4. Cartographie des interventions LAM, 30 juin 2023



En janvier 2023, le Cluster Protection a lancé une initiative conjointe de la cartographie des interventions de protection y compris les actions de lutte anti-mine. L'analyse des données issues de cette cartographie couplée à l'analyse des données des réalisations des acteurs de protection ont fait ressortir le constat ci-dessous :

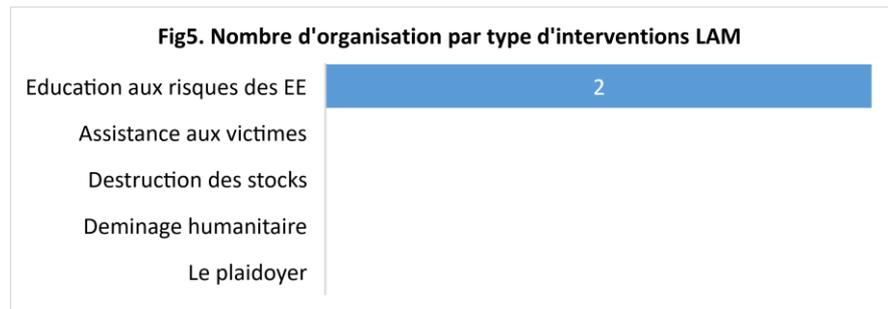
- Seuls deux acteurs de protection ont des

interventions en LAM qui ne couvrent que quelques localités des 7 départements sur 11 départements affectés par les EE (**Réf Fig4 & Fig2**). 4 sur 11 départements les plus touchées par les EE restent sans aucune intervention LAM.

- On note un **gap majeur dans les interventions d'Education aux risques d'Engins Explosifs (EREE)** dans plusieurs régions affectées par les EE (Diffa, Tillabéry, Dosso, Agadez et Niamey).
- Un manque crucial des actions d'assistance aux victimes est observé dans tous les 11 départements affectés (**Réf Fig5**).

<sup>8</sup> [Situation Sécurité alimentaire, juin 2023](#)

- Les capacités existantes n'ont permis d'atteindre qu'environ 3,000 personnes<sup>9</sup> avec les activités d'EREE, représentant seulement 2% de la



cible du [plan de reponse humanitaire/HRP](#). **98% de la cible HRP LAM n'est donc pas atteinte.** Par ailleurs, 77% du financement requis pour les interventions LAM n'est pas acquis.

- Il existe également **une absence de ressources humaines dédiées à la coordination au niveau national et régional**, la prévention et l'assistance aux victimes. Le Sous-Cluster LAM ne fonctionne plus depuis le retrait de UNMAS début novembre 2022, malgré des efforts de coordination conjointe entre la CNCCAI et les opérateurs de LAM dont Mines Advisory Group (MAG) et Humanité et Inclusion (HI)
- **Un besoin considérable de renforcement de capacités en LAM** pour les différents acteurs y compris les acteurs humanitaires de première ligne, les comités LAM est urgemment nécessaire.

#### IV. Recommandations majeures

Avec la menace croissante des EE, la faible couverture géographique et la faible diversité des interventions LAM, plus de 200,000 personnes vivant dans les zones impactées par les EE restent sans assistance et exposées à un risque accru d'être victimes des EE. Il est crucial d'investir davantage dans les actions de lutte anti-mines afin de s'assurer que les communautés bénéficient d'une éducation aux risques liés aux EE adaptée au genre et à l'âge. Cela permettrait également aux communautés d'adopter un comportement sûr, et d'accéder aux services de prise en charge inclusifs pour les victimes et survivants des EE. Par conséquent, il est primordial de renforcer les aspects suivants :

1. **Plaidoyer** : Renforcer le plaidoyer auprès des différents décideurs (autorités étatiques, partenaires techniques et financiers) pour le retour de UNMAS au Niger
2. **Coordination** : Identifier des partenaires techniques additionnels pouvant appuyer la coordination des interventions LAM au niveau national et régional (Tillabéry et Diffa)
3. **Mobilisation de ressources** : En 2023 environ 77% du financement requis pour les interventions LAM n'est pas acquis. Il est capital de mobiliser un montant de 2,000,000 USD<sup>10</sup> pouvant permettre la mise à échelle de la coordination LAM, la collecte des données par la CNCCAI désagrégées par genre et âge, les interventions d'Education aux risques des Engins Explosifs (EREE), l'assistance aux victimes, le déminage et le renforcement de capacités LAM.
4. **Collaboration** : Renforcer la collaboration avec les différents acteurs pour avoir une cartographie des zones affectées par les EE afin d'intensifier les séances de formation, la sensibilisation tant auprès des communautés que des acteurs humanitaires

<sup>9</sup> Dashboard des réalisations de protection, cluster Protection, Avril 2023

<sup>10</sup> [plan de reponse humanitaire/HRP](#) 2023-2025, Niger

**Annexe 1 : Quelques exemples d'incidents liés aux EE (Sources : Monitoring de protection, CNCCAI, INSO)**

- **20/03/23** : aux environs de 08h le véhicule d'une autorité aurait sauté sur un engin explosif improvisé au niveau de Bougoum, axe Torodi-Niamey (région Tillabéry)
- **25/05/23** : EE à Ngouba au passage de bergers. 3 morts et des vaches tuées (région de Diffa)
- **16/06/23** : EE contre un véhicule FDS à Chetima Wango. 7 morts / 4 blessés (région Diffa)
- **6/06/23** : un reste explosif de guerre (REG) a explosé contre 03 enfants dans le village de Agali (département/commune de Dosso). Les victimes qui étaient à la recherche des ferrailles ont vraisemblablement confondu l'engin à un morceau de fer qu'ils ont tapé à l'aide d'un marteau. L'explosion a occasionné la mort d'un enfant et 02 blessés. Il est à noter que l'Antenne régionale de la CNCCAI censée coordonner les activités EREE au niveau régional n'existe pas à Dosso faute des moyens
- **4/07/2023** : aux environs de 09h, un Engin Explosif Improvisé (EEI) aurait explosé au passage d'un véhicule des éléments des FDS de l'opération Niyya, qui patrouillaient sur l'axe Torodi-Makalondi, non-loin du village de Niaktiré (région Tillabéry)

**Annexe 2 : Témoignages d'une victime des incidents liés aux EE**

**Histoire d'un homme âgé de 45 ans, victime des engins explosifs, commune de Toumour/région de Diffa**

*Je me souviens de ce dimanche 7 mai 2023, jour du marché de Toumour. On s'était entendu avec le défunt M. XX pour aller se ravitailler en vivre. Le matin de bonne heure nous avons emprunté la route. M. XX était devant avec en sa possession une vache qu'il avait l'intention de vendre. Il était devant moi vu que, la bête n'arrêtait pas de courir. Entre nous il y avait environ 20 mètre. À approximativement 2 kilomètres de la commune de Toumour nous avons entendu une forte détonation insupportable. Je me suis évanoui me réveillant que quelques heures après au centre de sante de Toumour. Je n'avais même pas connaissance de comment on m'avait transporté là-bas. J'étais à moitié sourd. C'est à ce moment-là qu'on m'a raconté que, M. XX est mort ainsi que la vache. J'ai appris que c'est lui qui a marché sur l'engin explosif. C'était vraiment terrifiant. Il y'avait du sang qui coulait un peu partout sur mon corps à cause de l'explosion. J'ai eu peur, mais les infirmières m'ont fait comprendre que, ce n'était pas grave.*

*J'ai été pris en charge au CSI Toumour. Mais après j'ai appris que, ma famille a payé de l'argent pour mon traitement. J'ai surmonté mon traumatisme tout seul. Cependant, je reconnais que, les agents de santé m'ont bien traité et ont essayé de me remonter le moral. Du début jusqu'à aujourd'hui, j'ai fait des efforts pour oublier ce désastre. Mais ce n'est pas facile. Je ne peux pas cesser de penser au défunt M. XX. En plus, aujourd'hui, je suis à moitié sourd car je n'ai qu'une seule oreille fonctionnelle. J'ai besoin d'une consultation pour retrouver l'audition complète.*

*Mes voisins viennent régulièrement pour essayer de m'encourager et m'aider à tenir le coup. Et aujourd'hui alhamdulillah, tout est rentré dans l'ordre à part le handicap auditif léger qui me dérange. Nous n'avons pas reçu des sensibilisations sur les EE. Peut-être, cela est dû au fait qu'on vivait un peu à l'écart de Toumour. Actuellement j'ai peur car dans des situations pareilles ni ma famille ni notre troupeau n'est à l'abri. Tout le monde est exposé. Surtout nous les nomades qui sont en déplacement permanent.*

Cette note de plaidoyer été élaborée avec la contribution de plusieurs acteurs y compris :



PROCAP Niger,  
Regional Protection  
Cluster (WCARO)



## POUR PLUS D'INFORMATION, VEUILLEZ CONTACTER

Aliou MAIGA, Coordinateur Cluster Protection au Niger

Email : [maiga@unhcr.org](mailto:maiga@unhcr.org)

Zabeirou Alfazazi, Co Coordinateur du Cluster Protection au Niger

Email : [alfazazizabeirou@gmail.com](mailto:alfazazizabeirou@gmail.com)

Daniel Thiombiano, Co facilitateur du Cluster Protection au Niger

Email : [daniel.thiombiano@drc.ngo](mailto:daniel.thiombiano@drc.ngo)